

Déclaration liminaire

A Paris, le 4 juin 2024

Comité social d'administration Ministériel du 4 juin 2024

Madame la Présidente,

Gestion des ressources humaines au MASA

Notre ministère fait face à une crise sans précédent en matière de gestion des ressources humaines. L'hémorragie d'agents qualifiés, accentuée par la montée des emplois précaires et des contrats à durée déterminée (CDD), menace non seulement l'efficacité de l'institution mais aussi l'avenir de l'agriculture française. Ce phénomène est le résultat de plusieurs facteurs interconnectés, allant de la gestion budgétaire à la politique de l'emploi.

Dans tous les secteurs du ministère, la fuite des talents qualifiés a entraîné et entraîne une perte de compétences et de savoir-faire essentiels. Cela affecte la qualité et l'efficacité des services rendus, ainsi que notre capacité à répondre aux défis actuels de l'agriculture.

Disposer du nombre de postes d'agents publics suffisants permettrait d'offrir plus de stabilité et de sécurité aux collègues. Cela aurait de plus, un impact positif sur l'attractivité des postes et ainsi pourrait non seulement retenir les talents actuels mais aussi attirer de nouveaux professionnels qualifiés. La résolution de cette crise est essentielle pour assurer la durabilité et l'efficacité des politiques agricoles en France.

L'interministérialité ne fonctionne pas !

Après le rapport sur les SIDSIC et sur les SGCD, un rapport de la Cour des Comptes sur la création des Directions Régionales de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des solidarités (DREETS) et des Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) conforte la position de **FO Agriculture** et démontre encore une fois que l'interministérialité ne fonctionne pas. Nos Ministères y croient toujours et continuent à se cacher derrière cette interministérialité au travers des décisions prises dans des bureaux parisiens sans lien avec notre ministère et sans tenir compte des besoins réels du terrain.

Les rencontres de l'ATE : quand on veut tout absorber et que l'on ne sait plus comment faire !

Les Rencontres de l'ATE et le rôle des DDI représentent un cas d'école sur les défis de l'interministérialité pour transformer cet échec en succès futur, paraît-il ? En fait, ces rencontres, qu'est ce que c'est ? Ce sont des "usines à gaz" qui consomment des moyens humains et financiers pour "justifier" des conclusions déjà écrites pour une grande partie.

Pour **FO Agriculture**, ce n'est pas l'emballage qui compte, c'est le résultat... et la prise en compte de nos revendications.

Bilan d'étape sur la délégation de remise directe en SSA

La délégation de remise directe en sécurité sanitaire des aliments est une initiative ambitieuse qui visait à améliorer la sécurité sanitaire des aliments. Cependant, **FO Agriculture**, souhaite vous alerter sur le mal-être des agents confrontés à la perte du sens de leurs missions de service public. Les promesses des délégataires ne sont pas à la hauteur. Comment les objectifs pourront-ils être atteints quand, à ce jour, seulement 11% des inspections annuelles sont réalisées ?

Le CSA Alimentation se tenant le 14 juin, **FO Agriculture** abordera ce sujet plus longuement lors de ce point à l'ordre du jour.

En conclusion de notre déclaration liminaire, Madame la Présidente, tout ne va pas bien dans notre ministère et dans la Fonction Publique en général. **FO Agriculture** reste vigilante et exigeante dans l'intérêt de l'ensemble des personnels que nous avons l'honneur et la fierté de représenter.

Nous vous remercions de votre attention.

Les représentants du personnel FO Agriculture



Être solidaires et avancer ensemble
Résister - Revendiquer - Reconquérir

Suivez toute l'actualité sur notre site : fo-agriculture.fr

